

**Accord collectif**

**FONDS D'ASSURANCE FORMATION  
DES PROFESSIONS LIBÉRALES  
(28 octobre 1992)**

(Etendu par arrêté du 15 décembre 2000  
(*Journal officiel* du 21 décembre 2000))

**AVENANT DU 19 NOVEMBRE 2014  
RELATIF AUX STATUTS DE L'OPCA-PL (ANNEXE I)**

NOR : ASET1550066M

Cette annexe a pour objet la modification des statuts de l'OPCA-PL issus de l'accord du 15 novembre 2000 et des avenants du 24 août 2011 et du 20 octobre 2011 relatifs à l'organisation de l'OPCA-PL.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de l'OPCA-PL, annexés à l'accord du 24 août 2011, est modifié comme suit :

« Sont membres de l'association les organisations syndicales représentatives de salariés au plan national et interprofessionnel et l'organisation syndicale d'employeurs, signataires de l'accord du 24 août 2011, portant demande du renouvellement de l'agrément de l'OPCA-PL et de ses avenants ultérieurs, et celles qui y ont adhéré, ou adhèreraient ultérieurement, dont les accords d'adhésion figurent en annexe. »

**Article 2**

La deuxième phrase de l'article 2 des statuts figurant en annexe est ainsi rédigée :

« Par délibération du conseil d'administration de l'OPCA-PL du 27 mars 2013 et pour prendre en compte l'adhésion de nouvelles branches professionnelles, un nom d'usage a été adopté en complément de l'appellation OPCA-PL : Actalians. »

**Article 3**

L'article 5 des statuts est ainsi modifié :

« L'association a son siège 4, rue du Colonel-Driant, 75001 Paris. Le siège pourra être transféré en tout lieu sur décision du conseil d'administration. »

**Article 4**

L'article 6 des statuts est ainsi modifié :

« Le champ de compétences de l'OPCA-PL résulte de la définition de l'article 3 de l'avenant du 24 août 2011 et de ses annexes modifié par :

- l'avenant n° 2 du 20 octobre 2011 ;
- des arrêtés ministériels successifs d'agrément portant sur le renouvellement de l'agrément ou sur l'adaptation de son champ de compétences. »

## Article 5

Au titre de l'article 7.1 des statuts intitulé « Missions au bénéfice des branches professionnelles », est ajouté un dernier mot « adhérentes ».

Au deuxième tiret de l'article 7.1 des statuts, après les mots « branches professionnelles » est ajouté l'adjectif « adhérentes ».

Le troisième tiret à l'article 7.1 est remplacé par la rédaction suivante :

« – mener une politique incitative en matière de développement ou de certification des compétences des salariés via la professionnalisation, la formation professionnelle continue et l'apprentissage ; ».

Un dernier tiret est ajouté à la fin de l'article 7.1, ainsi rédigé :

« – s'assurer de la qualité des formations proposées ou dispensées. ».

## Article 6

A l'article 7.2 des statuts intitulé « Missions au bénéfice des entreprises et salariés », un nouveau quatrième tiret est créé, ainsi rédigé :

« – répondre aux demandes d'information-conseil des entreprises adhérentes et, notamment, des très petites, petites et moyennes entreprises, en proposant un service de proximité et des prestations dématérialisées ; ».

A l'ancien quatrième tiret, devenu le cinquième tiret, après les mots « apporter un accompagnement » sont ajoutés les mots « ou un service spécifique ».

Un sixième et dernier tiret est créé. Il est ainsi rédigé :

« – apporter toute information sur :  
– le contenu du compte personnel de formation ;  
– ses modalités de mise en œuvre ;  
– sur les modalités d'exercice des entretiens professionnels et de leur bilan. ».

## Article 7

L'article 7.3 des statuts intitulé « Missions de collecte et recherche des ressources » est ainsi modifié :

« – Percevoir et gérer les contributions financières légales des entreprises, dans le respect des accords conclus dans chaque branche professionnelle et en fonction de leur répartition telle que définie à l'article 1<sup>er</sup> de l'accord du 20 octobre 2011 modifié notamment par le présent avenant ainsi que la taxe d'apprentissage sous réserve d'habilitation ;  
– percevoir et gérer les contributions financières conventionnelles supplémentaires destinées au financement de la formation professionnelle instituées par accord de branche ;  
– percevoir et gérer les versements volontaires supplémentaires des entreprises ;  
– percevoir et gérer les fonds arrêtés par le FPSPP dans le cadre de ses appels à projet ;  
– rechercher tous types de financements complémentaires compatibles avec la législation en conformité avec son objet ».

## Article 8

Au premier tiret du premier alinéa de l'article 7.4 des statuts intitulé « Missions de financement », les mots « du DIF prioritaire transverse » sont remplacés par « du compte personnel de formation ».

Il est créé un deuxième tiret nouveau du premier alinéa ainsi rédigé :

« – les dépenses de formation des tuteurs et maîtres d'apprentissage et, le cas échéant, les coûts liés à l'exercice de la fonction tutorale ; ».

Au deuxième tiret devenu le troisième tiret du premier alinéa, après les mots « centres de formation d'apprentis », sont ajoutés les mots « si un accord de branche le prévoit ; ».

Le deuxième alinéa de l'article 7.4 des statuts est ainsi modifié :

- « – prendre en compte les priorités des branches professionnelles définies par les CPNE-FP et les financer selon des modalités proposées par chaque section paritaire professionnelle et arrêtées par le conseil d'administration, dans le respect des agréments au titre du plan de formation :
- des entreprises de moins de 10 salariés ;
- des entreprises de 10 à moins de 50 salariés ;
- des entreprises de 50 à moins de 300 salariés ;
- le cas échéant, des entreprises d'au moins 300 salariés,

au titre de la contribution légale et au titre de la contribution conventionnelle mutualisée conformément aux dispositions de l'accord de branche instituant cette dernière. ».

### **Article 9**

Le quatrième alinéa de l'article 8.2 des statuts intitulé « Missions du conseil d'administration » est remplacé par la rédaction suivante :

« Il arrête et vote le budget, approuve le bilan ainsi que le rapport de gestion tel que prévu à l'article R. 6332-31 du code du travail. »

Est créé un cinquième alinéa ainsi rédigé :

« Il fixe les moyens et les modalités de financement des frais de fonctionnement de l'OPCA-PL en fonction de la convention d'objectifs et de moyens et de la nature des contributions versées. »

### **Article 10**

L'article 11.2 des statuts intitulé « Missions des sections paritaires professionnelles » est ainsi modifié :

« Sous contrôle et par délégation du conseil d'administration, chaque section exerce les missions suivantes :

- elle propose au conseil d'administration les modalités de financement des actions de formation financées par l'obligation légale au titre du plan de formation et par la contribution conventionnelle, conformément aux dispositions de l'accord de branche instituant cette contribution, en définissant, autant que faire se peut, des règles communes pour l'ensemble des professions relevant de la section ;
- elle analyse la situation budgétaire de la section et propose au conseil d'administration d'éventuels aménagements ;
- elle propose et suit les modalités d'application des politiques de formation définies par les CPNE-FP ;
- elle propose les modalités d'application des politiques de formation transversales arrêtées par le conseil d'administration et procède à leur évaluation ;
- elle analyse et évalue, dans le champ qu'elle recouvre, la réalisation des actions de formation relevant de la professionnalisation, du plan de formation, du compte personnel de formation et de l'apprentissage ;
- elle suit la mise en œuvre des projets relevant de la recherche et du développement de l'OPCA réalisés pour le compte des professions représentées dans la section ;
- elle conduit une réflexion sur les politiques incitatives au développement de la formation et à la sécurisation des parcours professionnels. »

### **Article 11**

La rédaction de l'article 12 des statuts intitulé « Gestion des sections financières » est remplacée par :

« Le conseil d'administration arrête, suit et modifie éventuellement les budgets des sections financières telles que définies à l'article 1<sup>er</sup> de l'accord du 20 octobre 2011 modifiés par les avenants ultérieurs et, notamment, le présent avenant.

Il fixe chaque année les critères d'attribution des fonds mutualisés. »

### **Article 12**

L'article 14.2 des statuts intitulé « Prise en charge des frais liés à l'exercice du mandat » est complété par les mots ajoutés en fin de phrase « en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur ».

### **Article 13**

La modification des statuts fera l'objet d'un dépôt auprès de la préfecture du siège de l'organisme, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 19 novembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UNAPL.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT ;

CGT-FO.